



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 19 FÉVRIER 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la
délibération:

**Demande de
subvention pour les
actions de
formation relative
aux violences
conjugales**

L'an deux mille quinze le dix neuf février à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jacques LECOINTE, Vice-président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

PRÉSENTS :

LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, FIORINI Francine, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LE POULAIN Yves, LEROUX Florence, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Jacques LECOINTE, Claude PIANETTI pouvoir à Claude ALEMAGNA, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Valérie MARCY, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Alain HAINAUT, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Malika GUELLATI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Florence LEROUX, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Georges ROUVIER

ABSENT(S) :

MARCEL Frédéric, CERET Stéphane, LOEW Grégory, NICCOLETTI Christine, PESCE Thierry, SONNEVILLE David

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Christophe CARRIERE

Transmis le : 25 FEV. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 26 FEV. 2015

La Communauté d'Agglomération Dracénoise finance depuis 2010 des actions d'intérêt communautaire pour la prévention de la délinquance. Ces actions sont mises en œuvre dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) créé par délibération n° 2008-118 du 17 décembre 2008.

Outre l'attribution de subventions par la Communauté d'Agglomération Dracénoise aux associations locales, les actions financées et pilotées par la Communauté d'Agglomération Dracénoise sont les suivantes :

- l'accueil de personnes sous main de justice en travail d'intérêt général,
- la formation de professionnels sur le traitement des violences conjugales,
- les logements d'urgence pour les victimes de violences conjugales,
- la médiation sociale.

Ces actions sont financées par la Communauté d'Agglomération Dracénoise mais peuvent faire l'objet de subventions de l'État et notamment du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), du Conseil général, du Conseil régional ou autres organismes assimilés.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à solliciter une subvention auprès de l'État (FIPD) pour un montant de 3 000 € pour l'action de formation relative aux violences conjugales,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

La subvention sera imputée sur le budget, au chapitre 74, nature 74718.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 février 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Olivier Audibert-Troin
Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité, le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.